

<https://www.dijon.snes.edu/spip/spip.php?article4019>



CDEN de Saône-et-Loire

Communiqué de presse intersyndical

- SNES académique de Dijon - Départements - Saône-et-Loire - Collèges/CTSD/CDEN -



Date de mise en ligne : jeudi 10 novembre 2011

Copyright © SNES Dijon - Tous droits réservés



Le CDEN, Conseil Départemental de l'Education Nationale, s'est réuni sous la présidence du Préfet de Saône et Loire ce jeudi 10 novembre pour faire le bilan de la rentrée.

Les organisations syndicales, FSU, UNSA EDUCATION, SGEN CFDT, ont souligné la continuelle dégradation des conditions d'enseignement dans les écoles, les collèges et les lycées du département : 28 postes supprimés hors baisse démographique, dans les écoles, pour les collèges seulement 2 postes créés pour 297 élèves en plus, et 53 postes supprimés en lycées pour seulement 358 élèves en moins (presqu'exclusivement en lycées professionnels). L'Etat supprime des postes et dans le même temps impose des heures supplémentaires qui représentent l'équivalent de 125 postes en collèges et 182 en lycées soit 306 postes au total... En conséquence, faute d'emplois de titulaires en nombre suffisant, les remplacements ne sont pas assurés... Les principaux et les proviseurs sont réduits à faire appel à Pôle emploi pour assurer la présence d'adultes devant les élèves et la mise en place des programmes qui leur sont dûs. Et Pôle emploi ne peut régler ce problème !

D'autre part, les organisations syndicales ont dénoncé le scandale des EVS qui devraient aider à l'accompagnement des enfants handicapés : la moitié des heures attribuées au printemps 2011 a disparu en juillet et seulement ¼ manquant est revenu à la rentrée. A ce jour, de nombreuses familles restent dans l'attente d'une solution pour l'accompagnement de leur enfant.

Le CDEN a voté contre ce bilan présenté par le Préfet à l'unanimité moins une voix.

Les organisations syndicales ont fermement dénoncé l'expulsion d'un élève en cours de scolarité et la menace qui pèse sur un autre. Elles ont demandé au Préfet le retour immédiat d'Ilyès, élève de première S au lycée Parriat de Montceau et la régularisation de Di Stéfano. Symboliquement, les représentants des personnels et les parents d'élèves FCPE ont tendu un miroir au Préfet en lui demandant s'il pourrait continuer à se regarder en face s'il applique « sans humanité une politique déjà honteuse dans ses intentions comme dans ses énoncés »



Fédération Syndicale Unitaire